

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
109 · Février 2023
AZB 3001 Berne · Post CH AG



La mobilisation paie!

L'année 2022 a été marquée par les négociations, entre les syndicats et le patronat, du renouvellement de la convention nationale de la construction. Celles-ci ayant abouti, découvrez dans cette édition un compte-rendu d'une année de forte mobilisation. Pages 5

SALAIRES MINIMAUX

Plusieurs cantons connaissent un salaire minimum légal, et des initiatives sont lancées dans d'autres cantons. Alors que le Parlement vient de donner suite à une motion qui les attaque frontalement, Emmanuel Amoos fait le point sur la situation. Page 7

BIENVENUE MATHILDE!

Suite à l'élection, le 7 décembre dernier, d'Elisabeth Baume-Schneider comme nouvelle conseillère fédérale, Mathilde Crevoisier Crelier, sa colistièrre lors des élections de 2019, entre sous la Coupole. Interview. Page 8-9



L'IMAGE DU MOIS



Le ski s'est développé en Europe pour faciliter le déplacement lors des longs mois d'hiver enneigés. Il était un symbole de l'ingéniosité humaine permettant de continuer d'aller de l'avant grâce à l'adaptation face aux conditions climatiques. Aujourd'hui, il est trop souvent le symbole de l'immobilisme et de la négation de la réalité environnementale. C'est ce que l'on peut en déduire de cette image du

slalom géant d'Adelboden du 7 janvier 2023. La piste de ski sous perfusion des canons à neige y est entourée d'une clairière verdoyante et d'un ciel bleu immaculé, le tout affublé du nom d'entreprises de la finance, largement responsables du bouleversement climatique. Et clou du spectacle au moment de la remise des prix quand les vainqueurs jubilent devant le sponsor principal de la course : une marque

d'automobiles peu connue pour ses efforts écologiques. Il est grand temps de réfléchir à l'impact de nos loisirs sur l'environnement et de promouvoir un tourisme quatre saisons en accord avec la nature plutôt que tentant coûte que coûte de la maîtriser.

Robin Magnusson,
collaborateur romand du PS Suisse

La solidarité pour étendard



Tom Casse, co-secrétaire général du PS Suisse

Chères et chers camarades,

Nous y sommes : l'année 2023 a débuté et avec elle, la campagne en vue des élections fédérales d'octobre. Dans certains cantons, les différentes listes ont même déjà été constituées. Comme toujours, le Parti socialiste peut compter sur une diversité de profils essentielle pour défendre nos idéaux de solidarité. Sortant-es ou nouveaux et nouvelles venu-es, militant-es de longue date ou camarades faisant leurs premiers pas en politique : tou-es nos candidat-es et tout-es les membres qui porteront la campagne à leurs côtés se retrouvent autour de cette affirmation : nous prenons parti pour une Suisse solidaire.

Prendre parti pour une Suisse solidaire, c'est renforcer le pouvoir d'achat et réduire les inégalités. C'est lutter contre la crise climatique et garantir la sécurité de l'approvisionnement. C'est aussi progresser enfin vers l'égalité de manière concrète. Chaque jour, les élu-es socialistes de tous les niveaux prennent parti pour des causes justes, afin de défendre la population. C'est ce que le PS Suisse fait à vos côtés avec ses différentes

initiatives populaires. Déjà déposée, notre initiative d'allègement des primes est plus que jamais d'actualité : en demandant une limitation des primes d'assurance-maladie à 10 % du revenu, nous apportons une aide précieuse aux foyers soumis cette année encore à une forte diminution de leur pouvoir d'achat. Avec l'initiative pour un fonds climat, que vous avez sûrement déjà paraphée, nous demandons des investissements massifs pour la transition climatique, au service de toutes et tous. Quant à l'initiative sur les crèches, dont l'aboutissement est proche, elle garantit un nombre suffisant de places en crèches et des tarifs accessibles, pour un meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle. Et vous choisirez, à l'occasion de notre Congrès de Fribourg, le sujet de la prochaine initiative populaire que nous lancerons pour protéger le pouvoir d'achat de la population.

Toutes ces propositions doivent être également portées par un Groupe socialiste fort aux Chambres fédérales. Parce que nous sommes le lobby de la population, et pas celui des multinationales, il est essentiel que nous sortions renforcé-es des élections fédérales d'octobre 2023. Cela ne pourra être le cas que si nous battons le pavé ensemble d'ici au 22 octobre 2023, en portant haut et fort nos propositions pour une Suisse solidaire. Merci infiniment de votre engagement et de l'immense énergie que vous mettrez avec nous dans cette campagne !



L'urgente redéfinition du service public

Les CFF ont récemment annoncé leur volonté de faire disparaître les automates à billets d'ici une quinzaine d'année. Au profit de guichets avec du personnel ? Non, la totalité des achats devraient se faire en ligne dès 2035. Et pour ne rien changer à la tradition des plans de coupes habituels, ce sont en priorité les régions périphériques qui en pâtiraient.

Le même constat se fait avec les bureaux de poste. J'ose y intégrer les services bancaires, un village de mon canton ayant récemment subi la fermeture du dernier de la commune. Comment expliquer à des personnes âgées qu'elles ne pourront plus retirer de l'argent dans leur village, en raison d'une simple décision d'un organisme privé ? Les services essentiels à la population se concentrent dans les grands centres urbains et de nombreuses régions sont peu à peu oubliées. Tout cela s'inscrit bien évidemment dans une logique du moindre coût, car il ne faudrait pas que des services pourtant essentiels à la population coûtent trop cher.

Il devient urgent de voir les montants investis dans les services publics non pas comme une perte, mais comme un investissement dans la cohésion sociale, dans les biens communs, dans ce qui doit faire société dans notre pays. Il faut redéfinir le service public, son spectre, pour mieux se l'approprier, le renforcer et le développer.

Quant à la question de savoir comment les financer, même si nous pouvons rapidement penser aux deux milliards d'augmentation du budget militaire, décidé à la va-vite, ou aux nouveaux privilèges fiscaux constamment proposés par la droite du Parlement et du Conseil fédéral, permettez-moi de faire mien les mots d'un camarade transalpin que j'ai entendu récemment : « Qui paie ? c'est très simple, c'est ceux qui ont de l'argent ».

Clément Borgeaud, co-rédacteur en chef

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction : Clément Borgeaud, Robin Magnusson, Mélanie Rufi, Colin Vollmer
Production : Atelier Bläuer, Berne

Focus sur le prochain Congrès du PS Suisse

Le 25 février, rendez-vous à Fribourg pour le Congrès du parti ! Ce sera l'occasion idéale de bien commencer cette année de la plus haute importance.

Les thèmes de la campagne électorale seront bien sûr au programme. En particulier, le pouvoir d'achat sera à l'honneur, avec un papier d'analyse qui témoigne de l'urgence de soulager la population. L'enjeu est également égalitaire: en effet, sur les 30 dernières années, la fortune du pourcentage le plus riche de la population suisse a augmenté jusqu'à représenter actuellement 44 % de la fortune totale. Ainsi, les écarts se creusent alors que la pression sur les porte-monnaie d'une grande majorité de la population augmente sans cesse. Nous discutons aussi des prochaines votations, en prenant notamment position sur le contre-projet à l'initiative pour les glaciers. Ce projet représente une grande opportunité pour la Suisse d'enfin avancer en matière de protection de l'environnement et d'approvisionnement énergétique. Nous nous pencherons aussi sur une nouvelle initiative de l'«Action quatre-quarts». Cette initiative pour un droit de cité moderne demande que l'octroi de la nationalité suisse soit révisé afin que les ressortissant-es



Mélanie Rufi, collaboratrice du PS Suisse en campagnes et communication

étranger-ères puissent demander la nationalité après cinq ans en Suisse.

Le Congrès sera l'occasion pour nous de saluer Simonetta Sommaruga et de la remercier pour ses années d'excellent travail au Conseil fédéral. Nous profiterons aussi pour féliciter notre nouvelle représentante au gouvernement, Elisabeth Baume-Schneider, et pour élire la personne qui la remplacera à la Vice-présidence du PS Suisse.

Plusieurs résolutions sont au programme, et seront sûrement l'objet de discussions passionnantes. Le Conseil de parti a déposé une résolution dénonçant la taxe au tonnage adoptée en décembre par le Conseil national, et qui permettrait aux grandes entreprises de navigation et au secteur des matières premières de profiter d'une réduction d'impôts. Si le projet n'est pas révisé par le Conseil des États, la résolution propose que le PS s'engage à lancer un référendum contre ce nouveau cadeau fiscal. Une seconde résolution du Conseil de parti réitérera l'importance d'une réforme de la LPP qui profite à la population, en particulier aux bas revenus et aux femmes, ce que

ne fait pas le projet dans sa forme actuelle.

Le PS60+ a quant à lui déposé une résolution proposant le lancement d'une nouvelle initiative. Celle-ci demanderait l'instauration d'un salaire minimum de 4500 francs par mois au niveau national. La Jeunesse socialiste a également déposé une résolution qui promet de lancer de vives discussions. Celle-ci demande que la gauche brigue trois sièges au Conseil fédéral en 2023, et si les trois sièges ne sont pas obtenus, que le Parti socialiste se retire du gouvernement. La question de la participation aux institutions politiques est un débat qui agite les partis de gauche depuis des décennies, et nous aurons ainsi l'occasion d'en discuter en plénum.

Le Congrès est un moment démocratique essentiel pour décider du futur du Parti, et nous nous réjouissons sincèrement de partager ce moment ensemble le 25 février

L'inscription au Congrès se fait par les sections et par les organes du parti, qui ont chacun-e droit à un certain nombre de délégué-es. Le délai d'inscription pour le Congrès de février est passé, mais vous pouvez déjà noter dans votre agenda la date du prochain Congrès : le 26 août, à Bienne !





La mobilisation des maçons a payé : 150 francs de plus par mois et reconduction de la CCT !

Comment s'opposer efficacement aux attaques néolibérales sur le dos de la majorité afin de maximiser les profits d'une minorité ? Cette question est souvent posée dans les cercles de gauche aujourd'hui. Cette année, les maçons ont donné un brillant exemple de lutte contre des attaques patronales honteuses et pour des conditions de travail dignes !

Le 13 janvier, les délégués de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) ont accepté la nouvelle CN. Ce vote clôt le renouvellement de la CCT qui régit les conditions de travail de plus de 80 000 travailleurs et travailleuses de la construction en Suisse. C'était l'occasion pour les maçons de faire valoir leurs revendications : plus de protection, la fin du travail gratuit et des augmentations de salaire décentes.

Ces revendications ont été présentées à la SSE début 2022, en espérant des négociations fructueuses dans une branche en crise de vocations. La pression des délais et les cadences infernales qui obligent les maçons à laisser leur santé sur le chantier constituent également une urgence pour la profession. Dans un tel contexte, on aurait pu s'attendre à une discussion constructive de la



Simon Constantin, direction
du secteur construction Unia



Stefanie von Cranach,
direction du secteur
construction Unia

part des patrons et à une revalorisation des conditions de travail.

Pourtant, le patronat a privilégié des méthodes d'*union busting* afin d'éviter à tout prix une mobilisation ouvrière. D'abord, la SSE a décidé de jouer la montre, en gardant ses revendications secrètes jusqu'à l'automne afin de casser la mobilisation syndicale. Elle a aussi tenté d'informer directement les travailleurs via des journaux qui promettaient « plus de temps pour la famille et des vacances au ski en flexibilisant les horaires de travail » – une autre manière de décrire des semaines de 60 heures...

Malgré cela, les maçons sont restés solidaires lorsque la SSE a présenté sa « *vision d'avenir* » : journées de travail plus longues en été, baisses de salaire pour les plus âgés (à partir de 50 ans), et refus d'entrer en matière sur les revendications syndicales. Face à un patronat aussi radical, des votes de grève ont eu lieu dans tout le pays, car les maçons le savent : les patrons ne bougent à la table des négociations que lorsque les travailleurs sont dans la rue.

Des grèves massives ont eu lieu dans toutes les régions, en particu-

lier en Romandie où après une première journée de grève régionale, les travailleurs se sont retrouvés à Lausanne pour un deuxième jour de grève romand. Ces mobilisations sont le fruit d'un travail syndical de terrain systématique et de l'implication des militants dans l'élaboration de la campagne, ce qui permet de défendre des améliorations concrètes des conditions matérielles ainsi que des alternatives émancipatrices. Au final, la CN a pu être reconduite pour 3 ans avec des augmentations de salaire de 150 CHF par mois pour tous. La grande victoire de ces mobilisations est d'avoir repoussé toutes les attaques patronales. Il reste cependant du travail à faire pour obtenir de réelles améliorations des conditions de travail qui sont nécessaires sur les chantiers.

Il reste du pain sur la planche, et Unia s'y attèle dès aujourd'hui avec en point de mire le prochain renouvellement de la CN en 2025. Dans cette optique, la gauche et les syndicats doivent continuer le travail de longue haleine nécessaire à la création d'un rapport de force favorable qui permet des avancées.

La lutte continue !



Nous sommes du côté d'un Tessin solidaire

Nous savons qu'avant chaque élection, nous lisons et entendons des déclarations sur le fait que cette fois-ci, les résultats seront vraiment « cruciaux » pour l'avenir du pays. Définir les scrutins qui se tiendront au Tessin le 2 avril comme un rendez-vous électoral crucial pourrait donc sembler une nouvelle exagération politique dramatique. Mais la réalité de notre canton, si elle n'est pas encore désespérée, est inquiétante : nous sommes confronté-es aux salaires moyens les plus bas de Suisse, de nombreuses et nombreux jeunes quittent le Tessin pour chercher du travail ailleurs, les primes d'assurance-maladie y sont les plus élevées du pays, nous avons le plus fort taux de pauvreté absolue chez les plus de 65 ans, sans parler des problèmes d'inégalité croissante, de la crise énergétique, de l'inflation, du réchauffement climatique et de ses conséquences sur l'agriculture et la santé des personnes.



Valeria Matasci, coordinatrice de campagne au PS Tessin

Il s'agit de défis majeurs, qui nécessitent des réponses courageuses et concrètes, plaçant le bien-être de toutes et tous avant les intérêts de quelques privilégié-es, et conciliant justice sociale et justice environnementale. Au cours des quatre dernières années, ainsi que lors des législatures précédentes, la majorité de droite du Grand Conseil et du Conseil d'État n'a pas été en mesure d'avancer des propositions innovantes, qui se démarqueraient des mantras habituels et de l'immobilisme qui ont contribué à ce que le Tessin connaisse les réalités décrites ci-dessus. Au contraire, pas plus tard que l'année dernière, un décret a été adopté pour que l'équilibre budgétaire soit atteint en 2025 par des mesures relatives aux dépenses. Comme nous le savons, traditionnellement, les premiers postes de dépenses à être réduits sont les postes sociaux et culturels qui favorisent

les classes inférieures et moyennes. C'est-à-dire, celles et ceux qui en ont vraiment besoin.

La forte polarisation de la politique et la disparition d'un centre qui sait se démarquer dans les faits des décisions de la droite nous montrent combien, aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'unir les forces de gauche dans une alliance capable d'écouter les différentes opinions, de valoriser les spécificités de chaque formation afin de porter des propositions concrètes, partagées et fortes.

En tant que Parti socialiste tessinois, nous avons décidé d'unir nos forces à celles d'autres partis progressistes afin de renforcer notre voix et celle des personnes disposant de moins de ressources. Cette année, le Parti socialiste, la GISO (JS Tessin) et les Vert-e-s du Tessin présentent une liste unie élargie pour le Conseil d'État. Au Grand Conseil, nous avons

une liste forte qui comprend également des représentants de la GISO et du « Forum Alternativo », un autre parti de gauche. Les défis auxquels nous sommes confronté-es nous obligent à dépasser les frontières des partis et à travailler ensemble pour toute la population.

Nous voulons construire un Tessin différent, qui prend soin des gens, de l'environnement, de la santé et de la culture. Nous savons que les acquis sociaux que nous avons obtenus au prix de grands efforts sont toujours attaqués et nous devons rester vigilant-es à tous les niveaux de la politique. Nous sommes fermement convaincu-es que les droits doivent être étendus et non restreints, qu'en temps de crise, la réponse réside dans la solidarité et non dans l'isolement, et que la transition énergétique présente également des opportunités importantes pour la création de nouveaux emplois.

Au Tessin, nous nous rendrons aux urnes le dimanche 2 avril 2023. Nous sommes profondément convaincu-es que le résultat sera crucial pour l'avenir d'un canton qui doit faire face à de nombreux défis mais qui offre également de nombreuses opportunités, si celles-ci sont vues et exploitées.

Nous sommes du côté d'un avenir meilleur pour toutes et tous, pas seulement avec des mots mais avec des actes!

Salaires minimaux, une question de dignité et d'égalité

S'engager en faveur d'un salaire minimum dans les cantons est essentiellement un combat pour la dignité des travailleuses et des travailleurs. Il est particulièrement insoutenable d'admettre qu'au sein d'un pays riche, des personnes travaillant à 100 % ne parviennent pas à joindre les deux bouts en fin de mois. Certaines d'entre elles doivent même, en dernier recours, demander l'aide sociale. Comment tolérer ainsi que les impôts de la population subventionnent indirectement les entreprises qui versent de si bas salaires ?

Envisager le salaire minimum représenté, de plus, une mesure efficace en matière de politique d'égalité. Les femmes sont toujours surreprésentées dans les postes à bas salaires. En augmentant ces salaires, nous améliorons directement l'égalité salariale.

Les discussions sur la mise en œuvre d'un salaire minimum occupent pourtant le Parlement depuis de nombreuses années. Et en 2014, Unia et l'Union syndicale suisse (USS) avaient lancé l'initiative qui proposait alors un salaire minimum de 4000 francs par mois. L'initiative avaient été refusée. Pour quelles raisons? Égoïsme? Frilosité quant à un nouveau système qui nécessitait une plus longue réflexion? Chiffre estimé trop élevé pour une partie de nos travailleuses et travailleurs mal jugé-es? En 2014, l'un des



Emmanuel Amoos,
conseiller national (VS)

grands arguments des opposant-es était alors qu'il fallait davantage tenir compte des différences régionales. C'est pourquoi aujourd'hui les Partis cantonaux socialistes et leurs partenaires politiques de gauche, ainsi que les associations syndicales portent logiquement le combat au niveau cantonal.

Les cantons de Neuchâtel, Jura, Genève, du Tessin et le demi-canton de Bâle-Ville se sont, depuis, dotés de salaires minimaux. À chaque fois, l'initiative a été introduite au moyen d'une initiative populaire cantonale. Nous pouvons désormais nous appuyer sur des expériences concrètes pour affirmer, preuve à l'appui, le bienfondé du salaire minimum. Les bilans effectués dans ces cantons sont unanimement positifs. Les mauvaises prophéties du patronat qui annonçaient, entre autres, des licenciements et le blocage des salaires ne se sont pas réalisés. Le taux d'aide sociale a même, dans certains cantons, baissé. Devant tant de résultats concrets et positifs, les partenaires de gauche viennent de lancer une initiative cantonale en Valais. Les mêmes discussions s'ouvrent dans d'autres cantons tels que Fribourg et Vaud.

À Neuchâtel et dans le Jura, les salaires minimaux ont été déterminés sur la base du seuil de pauvreté, établi par l'Office fédéral de la statistique à 3963 francs par mois pour une famille avec deux enfants. Il s'agit d'une réelle politique sociale de lutte contre la pauvreté, de compétence cantonale. Cette manière de

procéder a été validée et confirmée par le Tribunal fédéral, à la suite d'un recours perdu par les associations patronales. Les cantons sont donc bien souverains pour décider eux-mêmes de la mise en œuvre d'un salaire minimum.

Les salaires minimaux cantonaux ont pourtant été dernièrement attaqués au Parlement suisse par la motion Ettlín. Acceptée par les deux Chambres, cette dernière demande de faire primer les CCT fédérales sur les droits cantonaux. Le projet de société, de Monsieur Ettlín et ses soutiens, vise à appauvrir encore plus les travailleuses et les travailleurs précarisé-es et à s'asseoir sur des votations populaires cantonales. Cette motion est abjecte! Une coiffeuse genevoise pourrait, par exemple, perdre jusqu'à mille francs de salaire par mois. C'est également une attaque odieuse contre le fédéralisme.

Cette motion pourrait certes impacter les lois cantonales, mais le chemin paraît encore bien long pour elle. Le Conseil fédéral doit élaborer un projet de loi d'application alors qu'il s'était clairement opposé au texte et ce n'est qu'ensuite que le projet de loi pourra être soumis aux Chambres. En cas d'acceptation, il sera encore possible de contrer cette loi grâce à un référendum. Bien qu'au moment de la consultation, il paraissait déjà difficilement plausible que les cantons puissent valider une telle ingérence dans leur souveraineté, il est bon de rester vigilant.

Cette motion ne doit en aucun cas freiner nos ambitions et nos combats pour plus de justice sociale. En réponse à cette attaque et pour montrer notre détermination, chaque section cantonale du PS devrait lancer une initiative pour un salaire minimum.

Il y va de la dignité et de l'égalité des travailleuses et des travailleurs.



CONSEIL DES ÉTATS

« Dans les régions périphériques, les besoins ne sont pas toujours les mêmes. »

La Jurassienne Mathilde Crevoisier Crelier, colistière d'Elisabeth Baume-Schneider en 2019, a repris le siège qu'occupait notre nouvelle conseillère fédérale au Conseil des États. Elle a accepté de discuter avec nous de son parcours, de ses valeurs et de son nouveau mandat, entre deux séances de Commission qui rythment désormais son quotidien à Berne.

Parti socialiste: Mathilde, comment vit-on un tel retournement de situation ?

Mathilde Crevoisier Crelier: On ne va pas se le cacher, c'est une source de stress. La magnifique élection d'Elisabeth Baume-Schneider a été une grande joie et ça a été en partie une surprise.

Est-ce que tu te réjouis de te consacrer à des projets nationaux ?

Oui, mais je dois dire que même si mon activité politique était très locale, je travaillais jusqu'à présent au Secrétariat général du DFI et la politique fédérale fait donc déjà partie de mon quotidien depuis neuf ans. Je suis arrivée à Berne avec une bonne connaissance du terrain. C'était plus simple d'être élue au niveau local, pour ne pas mélanger politique et profession.

Maintenant que tu es élue au niveau national, est-ce que tes priorités politiques vont changer ?

Ce sont évidemment des orientations différentes. En tant que représentante de tout le canton, je dois prendre de la hauteur et sortir des logiques régionales. Cela étant, les valeurs restent les mêmes: en tant que socialistes, nous cherchons à lutter contre les inégalités, à favoriser une meilleure redistribution.

Tu as notamment rejoint l'importante Commission de l'environnement et de l'énergie. Est-ce que le

fait de venir d'une région périphérique te donne une perspective différente sur l'écologie ?

Absolument. Dans les régions rurales, les problématiques et les enjeux sont différents, notamment pour la mobilité. Dans le Jura, il y a un bon réseau de transports publics mais c'est évident qu'il n'y a pas la même densité que dans les villes. Nous avons aussi une population plus âgée que la moyenne nationale, et pour ces personnes il peut être difficile de se déplacer en bus. Par rapport au débat national, on est obligé d'un peu nuancer et de rappeler que les besoins des personnes ne sont pas tous les mêmes. Ce qui n'empêche pas de développer le réseau et de réfléchir à d'autres solutions, comme le co-voiturage ou la mobilité électrique.

La prochaine session parlementaire approche. Quels objets parlementaires importants t'attendent cette année ?

J'ai reçu beaucoup de dossiers et je ne les ai pas encore tous préparés. Pour l'instant, je prépare mes séances de Commissions. Au sein de la Commission de l'environnement, nous allons notamment examiner la Loi sur la biodiversité et celle sur le CO₂. Ce sont des dossiers très importants: nous devons absolument investir dans la transition énergétique pour protéger le climat. Mais nous devons le faire de manière à ce que chacun-e puisse participer à cet ef-

fort à la hauteur de ses moyens, sans aggraver les fossés géographiques, économiques ou sociaux. Contrairement à la Commission de la culture, où je siège également, la CEATE est très polarisée.

Un autre dossier qui se profile, c'est la révision du droit pénal en matière sexuelle. Nous avons connu une victoire importante au Conseil national avec le soutien à la solution «seul un oui est un oui». J'espère que le Conseil des États ira dans la même direction.

À ce propos, comment comptes-tu poursuivre ton engagement féministe au Conseil des États ?

Cette année a lieu la Grève des femmes. Ce sera malheureusement l'occasion de rappeler que les inégalités salariales sont toujours un fait pour de nombreuses femmes. La Grève sera donc l'occasion de remettre les couverts sur la table.

Quant au Conseil des États, même si les femmes et la gauche sont minoritaires, on peut tout de même y déposer des interventions. On va notamment traiter en Commission plusieurs objets déposés pendant la Session des femmes, et ces interventions techniques sont l'occasion de souligner les disparités. Nous avons non seulement du mal à faire admettre les solutions contre les inégalités, mais nous avons souvent déjà du mal à les faire admettre! Si on ne voit pas un problème on n'a pas à le résoudre. C'est pareil avec le climat-scepti-



cisme. Cela concentre le débat sur la véracité des faits plutôt que sur l'élaboration de solutions.

Tu as déjà annoncé que tu voulais te représenter au Conseil des États pour les élections cette année.

Oui, et ça fait partie de ma décision d'accepter le siège. Un engagement politique, surtout à ce niveau-là, nécessite assez de temps pour pouvoir construire ses interventions à plusieurs et établir une stratégie. Je me réjouis de refaire campagne avec le Parti socialiste jurassien et toutes ses militant-es pour défendre nos valeurs et les personnes que nous représentons.

Quelle est, selon toi, la meilleure raison de voter socialiste en octobre ?

Simplement parce qu'on défend les gens, quelles que soient leurs caractéristiques. On ne défend pas des lobbies ou des intérêts particuliers, hormis ceux de nos cantons et de leur population. Nous sommes proches des problèmes qui touchent la population en matière de pouvoir d'achat, de primes, d'énergie ou d'égalité.

Qu'est-ce qui peut différencier le PS des Vert-e-s ?

Ce qu'il faut rappeler c'est qu'on a la thématique de l'humain au centre, depuis toujours. On n'oublie pas que les questions de climat ou d'énergie touchent avant tout les populations fragilisées et à faible revenus. On doit mettre en avant cette approche sociale des enjeux environnementaux et énergétiques, ce qui nous oblige à examiner l'impact sur les gens des mesures qu'on propose.

Est-ce qu'il y a un autre sujet que tu aimerais aborder ?

Dans la perspective des élections fédérales, il est vraiment important de chercher à mobiliser les gens autour de nos thèmes de campagne. De manière plus large, il faut aussi inciter la relève, inciter les jeunes à aller voter, puisqu'il est parfois difficile de les intéresser à la politique. J'espère que les élections fédérales nous permettront de montrer l'étendue des thématiques que l'on défend, et qui touchent aussi la jeunesse.

Quand tu rentres chez toi à la fin d'une longue journée de travail,

quelle musique tu écoutes pour te détendre ?

Lorsque je rentre, il y a quatre enfants à la maison... la détente n'est donc pas forcément une activité régulière ! S'il y a une musique que j'écoute, ce sera plutôt celle qui sort de leurs séries. Récemment, Kate Bush a été redécouverte grâce à Stranger Things. Ça m'a réjouie !

Propos recueillis par Mélanie Rufi et Robin Magnusson, collaborateurs-trices du Secrétariat central du PS Suisse

Mathilde Crevoisier Crelier a travaillé les neuf dernières années comme traductrice au Département fédéral de l'intérieur (DFI). Elle a siégé dix ans au Conseil de Ville de Porrentruy, qu'elle a présidé en 2018. En 2022, elle est élue au Conseil municipal, mais elle décide de renoncer à ce poste pour se consacrer au Conseil des États. Elle est également membre du Comité directeur des Femmes socialistes suisses depuis 2018.

GABRIELLE NANCHEN « LIBERTÉ, MON CHEMIN »



Après 1991 et 2019, une grande grève des femmes aura à nouveau lieu cette année. C'est l'occasion pour nous de réfléchir à nos revendications et les clamer sans retenue. Mais marcher le 14 juin, c'est aussi un moment d'effervescence où l'on peut se sentir liées les unes aux autres, et se sentir liées aux féministes qui nous ont précédées et celles qui suivront. C'est ce même sentiment de solidarité profonde entre femmes d'horizons différents que décrit Gabrielle Nanchen, dans un récent documentaire réalisé par l'association Films Plans-Fixes, lorsqu'elle décrit le Forum de la Conférence mondiale des femmes à Nairobi en 1985 :

« On est les femmes du monde (...) Maintenant on est là, et on parle, et on parle toutes le même langage. On parle d'amour et de paix. »

Elle y raconte aussi son parcours, de son élection au Conseil national avec 9 autres femmes en 1971 à son travail au nom de la solidarité internationale. C'est l'occasion de découvrir le fabuleux parcours de cette militante qui a participé au combat pour le suffrage féminin, à la dénonciation du régime d'apartheid en Afrique du Sud, ou encore à l'inclusion du développement durable dans la candidature du Valais aux Jeux Olympiques d'hiver en 2006.

L'entretien, bienveillant et émouvant, retrace le parcours de vie d'une militante engagée pour la paix, l'égalité et la solidarité. C'est un récit inspirant où s'entremêlent les grands moments de l'histoire et les bifurcations d'une vie pour nous rappeler d'où l'on vient et les pas qu'il nous reste à faire.

Le film « Gabrielle Nanchen. Liberté, mon chemin » peut être visionné sur le site de l'association Films Plans-Fixes, où il est également possible d'en acheter le DVD. Nous recommandons l'achat afin de soutenir le travail de l'association.



6

questions à Nouh Latoui

Présente-toi en quelques mots :

Je m'appelle Nouh Latoui, j'ai 22 ans. Je suis atteint d'une pathologie qui se nomme la spina bifida « myéломéningocèle », et je suis paralysé des membres inférieurs.

Je n'ai jamais eu de problèmes à accepter mon handicap, ce que je dois à ma famille qui a tout fait pour que je puisse faire ce que je voulais sans obstacle. J'ai compris que ma seule différence était que mes jambes soient des roues.

Quand j'étais trop jeune pour utiliser un fauteuil roulant, je me déplaçais partout en skateboard, ce qui m'a donné une autre vision du monde. Mon handicap a fait ce que je suis aujourd'hui.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Je me décrirais comme un homme battant, je ne me suis jamais laissé abattre et j'ai choisi seul mon destin. Je suis aussi un homme empathique, car je parviens à détecter quand quelqu'un est en souffrance. Enfin, je dirais quelqu'un d'altruiste, ayant toujours essayé de prendre du temps pour chaque personne qui en a besoin.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

Mon choix s'est porté sur le Parti socialiste car il défend les mêmes principes et valeurs que moi. L'égalité est très importante pour moi, car nous vivons dans un monde où la différence pose problème. Moi qui apprécie la vue des paysages, je m'efforce aussi d'avoir les bons comportements pour ne pas nuire à notre Terre.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

La priorité politique à mon sens serait que l'État fasse en sorte que la population Suisse se reconnaisse dans ses choix et ses stratégies.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Si j'avais une baguette magique, j'enlèverais toutes ces maladies qui détruisent le monde. Par la suite, je ferais en sorte qu'il n'y ait plus de guerre et de souffrance, et que le monde soit rempli d'amour et de joie.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Dans 20 ans, je verrais bien le PS comme l'un des partis qui a réussi son combat pour la protection de l'environnement. Une marque de succès serait aussi la diminution des discriminations, et l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le monde de la politique suisse et dans la société.

UNE VICTOIRE CONTRE LA VIO- LENCE SEXUELLE



La révision du code pénal en matière sexuelle est un enjeu des revendications féministes depuis plusieurs années, et nous avons franchi en décembre dernier une étape essentielle. En effet, lors de sa dernière session, le Conseil national a tranché en faveur d'une définition du viol correspondant au principe du «seul un oui est un oui», basé sur l'expression du consentement. Il s'agit de la conception du viol la plus défendue par les féministes, ainsi que la préférée de la population suisse. La révision du code pénal supprimera également la mention du genre de la victime, contrairement à la version actuelle selon laquelle seules les femmes peuvent être victimes de viol.

Il s'agit aussi d'une victoire par rapport au projet du Conseil des États qui prévoyait une définition selon le principe du «non c'est non». Ce principe trop étroit demande que la victime exprime clairement son opposition. Selon cette définition, les situations de «freezing», où la victime se retrouve trop pétrifiée pour pouvoir exprimer son refus, ne seraient donc pas considérées comme du viol. Une partie de la faute demeure également du côté de la victime, qui peut être considérée comme responsable de ne pas avoir exprimé son refus assez clairement.

Si le Conseil des États s'aligne sur la décision du Conseil national, cette révision serait alors un énorme progrès pour le droit à l'auto-détermination sexuelle et pour la protection contre les violences sexuelles.

AG!SSONS : ET SI LE PEUPLE FAISAIT DE LA POLITIQUE ?

Qu'obtient-on lorsque que des militant-es vaudois-es de divers horizons se réunissent en pleine pandémie afin de discuter des actions politiques à mettre en œuvre pour faire avancer leur combat ? AG!SSONS. Cette association fondée en 2021 dans le canton de Vaud a pour objectif de remettre au centre du débat politique suisse trois thèmes qui traversent une crise sans précédent : la crise démocratique, la crise écologique et le recul de la solidarité internationale. Afin de parvenir à imposer ces thématiques, l'association prévoit d'agir à l'aide de trois modes d'action. Premièrement, AG!SSONS s'apprête à lancer une « vague d'initiatives populaires ». L'idée est de soumettre au vote populaire un grand nombre d'initiatives concernant les thèmes mentionnés ci-dessus. Ainsi, AG!SSONS a lancé une première campagne de récolte de signatures pour cinq initiatives populaires différentes. Les politiques visées sont variées mais gravitent toujours autour des trois piliers de l'association allant de la démocratie participative à la réglementation des dépenses publicitaires en passant par l'écologie locale. Deuxièmement, l'association s'emploie à développer des réseaux de citoyen-nes désireu-ses de s'impliquer davantage dans la vie politique locale grâce à l'organisation collective et l'éducation populaire. Enfin, elle entreprend de faciliter la coopération d'individus et d'organisations travaillant autour des mêmes thématiques. Vous trouverez plus d'informations à propos de leurs motivations, visions politiques et modes d'actions sur leur site internet :

www.agissons-ch.org

AG!SSONS

LE CHIFFRE

2681

Chaque année, le parti s'agrandit ! 2681, c'est le nombre de nouvelles et nouveaux membres qui ont rejoint les rangs du PS en 2022. Nous pouvons nous réjouir de ce bon score, qui est bien plus élevé que celui de l'année précédente. Bienvenue à toutes et à tous !

LE RÉSULTAT

62 %

De la population valaisanne a accepté le 27 novembre dernier une augmentation des allocations familiales. Cette victoire claire témoigne du besoin de protéger le pouvoir d'achat des familles en cette période d'inflation. Lors de cette même votation, la population a aussi plébiscité l'accès systématique à la fin de vie assistée dans les institutions du canton, avec 76 % des voix.



Merci !

La fin de l'année 2022 a apporté avec elle son lot d'émotions pour les membres socialistes du Conseil fédéral : après la démission de Simonetta Sommaruga, nous avons désormais la chance de pouvoir compter également sur Elisabeth Baume-Schneider au sein du Gouvernement. Notre camarade Alain Berset a quant à lui été élu président de la Confédération pour l'année 2023. Félicitations à vous toutes et tous !

MERCI de prendre parti au Conseil fédéral pour une Suisse solidaire !